

L'exclusion des femmes, un obstacle majeur à la stabilité économique du ménage

ong internationale Impact incien partenaire Afrique-Canada) en collaboration avec l'Université Carleton u Canada et le evelopment research and ocial policy analysis centre Ouganda (DRASPAC) ont rganisé dernièrement une onférence à Kinshasa sur l'onomisation des ommes dans le secteur inier artisanal. Ces avaux ont été organisés rec l'appui de DFID et des fairez mondiales du anada.

Cette conférence a été une occasion pour rendre publics les sultats d'une étude menée à ambasa, en Ituri et à Walungu, u Sud-Kivu. Il était question explorer les moyens de bsistance des femmes du ector minier artisanal des 3T ain, tantale et tungstène) et de r en RDC, en Ouganda et au wanda. En présentant les sultats de leurs recherches, les tervenants ont tenu à mettre en ergus les défis auxquels se urtent les femmes du secteur inier artisanal et les oportunités à saisir pour voriser leur autonomisation. Les chercheurs et ercheurs ont constatés que les mmes en RDC se heurtent à s obstacles majeurs de l'exploitation minière

contribuant à la discrimination sexospécifique. Ce, malgré le fait que le revenu des femmes minières est six fois plus élevé que dans tout autre secteur d'activité. Les femmes sont exclues des sites miniers lorsqu'elles sont enceintes, quel que soit le stade de leur grossesse et leur état de santé. Quelques femmes interrogées par l'équipe de chercheurs, ont indiqué que cette exclusion constitue un obstacle majeur à la stabilité économique de leurs ménages. En fait, 39% des femmes ciblées au Sud-Kivu et 11% en Ituri ont déclaré être les seules sources de revenus de leur ménage, soulignent les chercheurs.

QUELQUES RECOMMANDATIONS

Par ailleurs, l'équipe de recherche a présenté les recommandations issues des résultats de la recherche de terrain. Ces recommandations sont de nature à permettre aux femmes minières de jouer pleinement leur rôle à tous les niveaux dans le secteur minier artisanal en RDC. Il s'agit de faire la promotion de l'égalité femmes-hommes sur les sites miniers et adapter les interventions à la réalité des femmes œuvrant dans le secteur

visant les femmes enceintes. Une autre recommandation consiste à s'attaquer aux diverses formes de discrimination culturellement tolérées, qui visent les femmes en exploitation minière artisanale. Les participants recommandent d'intégrer les femmes comme parties prenantes au processus de formalisation de l'exploitation minière artisanale de les former sur la façon de mobiliser, individuellement ou en groupe leur propre épargne afin d'augmenter leurs capacités et de soutenir les efforts de consolidation de leur leadership dans des activités entrepreneuriales.

La ministre du GFE a indiqué que les femmes sont devenues aujourd'hui un rouage essentiel dans cette exploitation minière. Du fait qu'elles interviennent dans le lavage, le broyage et le tamisage ainsi que dans le commerce des biens et services, a ajouté Chantal Safu. Selon elle, ces femmes dépendent des revenus procurés par cette économie informelle pour soutenir leurs ménages et autres personnes à leur charge.

Le souhait de la ministre du Genre est de voir les recommandations de cette recherche apporter dans l'avenir, des solutions destinées à résoudre la question de la



réellement son autonomisation.

NÉCESSITÉ DE FORMALISER LE SECTEUR MINIER ARTISANAL

Pour sa part, l'ambassadeur du Canada en RDC a indiqué que la promotion de l'égalité entre les sexes exige qu'on examine les facteurs sus-jacents qui limitent la capacité des femmes à participer pleinement à la prise de décision. "Je suis très heureux de constater les progrès remarquables dans la mise en œuvre de ce projet et la prise en compte de rôle des femmes dans le secteur minier artisanal en RDC", s'est-il exprimé.

Selon lui, cette recherche traduit la détermination et la volonté des uns et des autres

ambassade se réjouit du travail effectué par Impact qui constitue un pas important dans l'accompagnement et le renforcement des capacités des femmes opérant dans le secteur minier artisanal", a mentionné le diplomate canadien.

Aussi, a-t-il exprimé, la nécessité de formaliser ce secteur et de développer des projets au profit de la communauté concernée s'impose. Il a estimé qu'avec les conclusions de cette recherche, le gouvernement de la RDC dispose d'une réflexion sur les besoins d'autonomisation économique des femmes du secteur minier artisanal afin de mieux orienter les projets qui peuvent répondre à leur inspiration.